



RAPPORT ANNUEL 2019

# MÉDIATION POUR LA PAIX

 **20** ANS  
1999 - 2019  
*Médiation pour la paix*

“**hd**”

Centre  
pour le dialogue  
humanitaire

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Il a pour mission de contribuer à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le dialogue et la médiation.

### **Centre pour le dialogue humanitaire (HD)**

114 rue de Lausanne, 1202 – Genève, Suisse

Tél. : +41 (0)22 908 11 30

Courriel : [info@hdcentre.org](mailto:info@hdcentre.org)

Site Web : [www.hdcentre.org](http://www.hdcentre.org)

Suivez HD sur Twitter et LinkedIn :

<https://twitter.com/hdcentre>

<https://www.linkedin.com/company/centreforhumanitariandialogue>

Images de couverture :

Couverture avant – Médiateur de la région du Sahel - © HD

Quatrième de couverture – Manifestation contre le Président Daniel Ortega au Nicaragua pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques - © EPA-EFE/Jorge Torres

Présentation : Rick Jones, StudioExile

© 2020 – Centre pour le dialogue humanitaire

La reproduction de tout ou partie de la présente publication n'est autorisée qu'avec le consentement écrit de la source ou sous réserve de la mention de celle-ci.

## **CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES**

- Page 4 : Photo de M. Espen Barth Eide - © HD - Crédit photo : Alban Kakulya
- Page 14 : David Gorman en Indonésie - © HD
- Page 14 : Logo du Forum d'Oslo - © HD
- Page 14 : Accord entre le MJE et l'UNICEF - © HD
- Page 15 : Accord de paix du comté de Nakuru - © HD
- Page 15 : Signature de la Charte d'honneur tunisienne - © HD
- Page 16 : HD Villa - © HD
- Page 16 : Membre des forces libyennes - © Reuters/Eam Omran
- Page 17 : Le gouvernement et la Renamo signent un accord de paix pour mettre fin aux hostilités militaires - © EPA-EFE/Andre Catueira
- Page 17 : Présentation de BOL au MILF, Duterte - © Gouvernement des Philippines
- Pages 38 : Photo de M. Espen Barth Eide - © HD - Crédit photo : Alban Kakulya
- Page 38 : Photo de l'Ambassadeur Pierre Vimont - © Ministère français des Affaires étrangères
- Page 39 : Photo de Mme Sarah F. Cliffe - © Centre pour la coopération internationale
- Page 39 : Photo de M. Neil Janin - © HD - Crédit photo : Alban Kakulya
- Page 40 : Photo de M. Armin Slotta - © Armin Slotta
- Page 40 : Photo de Mme Dewi Fortuna Anwar - © HD
- Page 41 : Photo de Mme Grace Forrest - © Minderoo Foundation
- Page 41 : Photo de Mme Ameerah Haq - © United Nations Page
- Page 42 : Photo de M. Jakob Kellenberger - © HD - Crédit photo : Alban Kakulya
- Page 42 : Photo de Joanne Liu - © Rudolph Beaulieu
- Page 42 : Photo de l'Ambassadeur Raymond Loretan - © Eventfotografie/Robert Hausmann
- Page 43 : Photo de Dr 'Funmi Olonisakin - © HD - Crédit photo : Alban Kakulya
- Page 43 : Photo de l'ambassadeur Herman-Schaper - © HD
- Page 44 : Photo de M. Javier Solana - © ESADEgeo - Centre pour l'économie mondiale et la géopolitique
- Page 44 : Photo de M. Andrew Forrest - © Minderoo Foundation



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Message du Président du Conseil</b>	<b>4</b>
<b>À propos de HD</b>	<b>6</b>
<b>Deux décennies au service de la paix</b>	<b>11</b>
<b>HD au fil des ans</b>	<b>14</b>
<b>Les opérations de HD en 2019</b>	<b>18</b>
<b>Gouvernance de HD – Le Conseil</b>	<b>38</b>
<b>Financement</b>	<b>45</b>

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

**L'année 2019 a marqué le vingtième anniversaire de la création du Centre pour le dialogue humanitaire.** Que de chemin parcouru depuis lors ! Quand l'organisation est née, à la veille d'un nouveau millénaire, nous étions à bien des égards en plein moment unipolaire. Le ton était alors donné par un groupe d'États dominants, constitué pour l'essentiel de pays occidentaux, tandis que les institutions mondiales se faisaient de plus en plus les chantres d'un ordre international libéral.

Quelques années auparavant, la fin de la guerre froide avait bouleversé la compréhension globale de la sécurité internationale. De l'idée d'une concurrence stratégique mondiale entre grandes puissances, nous étions passés à une vision attribuant les problèmes de sécurité davantage aux *faiblesses* qu'aux *forces* des parties. Ainsi, les conflits locaux ou régionaux en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, souvent interprétés jusque-là comme les simples prolongements du « grand jeu », étaient désormais considérés comme des conflits en tant que tels et à part entière, envisagés dans bien des cas de manière transitoire.

Avec le recul, on réalise à quel point ce postulat était optimiste : toutes les nations partageaient un destin commun, celui de l'ouverture, de la démocratie et de la tolérance. Toutefois, comme certaines d'entre elles ne manqueraient pas de rencontrer des difficultés pour progresser dans cette voie, elles auraient besoin de nous. L'assistance, le dialogue, la persuasion, les sanctions et les interventions y relatives visaient par conséquent à ramener les brebis égarées sur le seul chemin possible. Par la médiation et les efforts de consolidation de la paix et d'édification de l'État, il ne s'agissait donc plus uniquement de parvenir à un règlement. Il fallait, bien au contraire, arriver à des solutions qui reflètent cette vision large et universaliste de la distribution du pouvoir, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. À cet égard, le principal signe de réussite était la tenue d'élections conduisant à la mise en place d'un gouvernement représentatif, à la suite de quoi l'inter-



“ Toute la mission de HD consiste à se comporter en professionnel tout en suscitant la confiance des acteurs en tant qu'intermédiaire honnête.

vention internationale pouvait prendre fin. Tels étaient, en somme, les éléments du discours sur la victoire finale de l'ordre libéral.

Le début des années 1990 a été marqué par une foi en la coopération et un attachement à des valeurs communes qui semblaient inébranlables. Toutefois, alors que nous tournions la page de cette décennie, nous avons compris que les choses n'étaient pas si simples dans la pratique, en particulier après les sérieux revers rencontrés en Somalie, au Rwanda et dans les Balkans. La communauté internationale était cependant encore raisonnablement alignée : tout membre permanent du Conseil de sécurité qui s'intéressait de près à un conflit particulier bénéficiait en règle générale de l'aval de ses pairs en ce sens ou en tout cas ne s'exposait pas à la menace d'une opposition immédiate.

Dans ce contexte d'alignement continu, désormais marqué par le constat douloureux de la difficulté à prévenir la guerre et à construire la paix dans la pratique, la demande de services de médiation professionnels a beaucoup augmenté. HD a alors été créé et ne tarderait pas à devenir la principale organisation privée de médiation, spécialiste de conflits échappant à la portée de la diplomatie traditionnelle.

Année après année, le Centre pour le dialogue humanitaire a étendu sa présence dans le monde. Il s'est également saisi de nouvelles thématiques et a étoffé ses équipes. Il n'a pas cessé d'enrichir ses compétences professionnelles. Vingt ans après sa création, il mène aujourd'hui pas moins de 45 projets de médiation, compte plus de 300 collaborateurs et s'appuie sur un réseau de 17 bureaux. Ses deux décennies d'existence ont

été jalonnées de réussites et de revers sur le chemin de la paix mais l'organisation a constamment renforcé son image de facilitateur professionnel et discret du dialogue et de la médiation au plan mondial pour des conflits parmi les plus longs sévissant dans les régions les plus isolées.

La situation géopolitique a connu plusieurs bouleversements au fil du temps. Après 2001, la « guerre mondiale contre le terrorisme » est venue concurrencer le récit sur la tolérance, la promotion des droits de l'homme et la construction de la démocratie. Les efforts visant à édifier des États ouverts et tolérants se sont alors disputés le terrain avec ceux visant à renforcer la surveillance, l'autorité et le contrôle. On constate qu'un égal intérêt n'a pas toujours été accordé à ces deux objectifs dans la pratique.

Puis, la fin du moment unipolaire a rouvert la voie à la concurrence stratégique entre grandes puissances, concurrence dont les conséquences s'étendent aujourd'hui à des domaines tels que ceux du commerce mondial et de la technologie. De nouveau, les États forts au plan régional ou mondial somment les parties engagées dans des conflits locaux, quelles qu'elles soient, de choisir leur camp avant de décider laquelle soutenir. Les pays en proie à des conflits armés internes redeviennent les champs de bataille d'acteurs étrangers qui ne se font pas du tout la même idée, en dernière analyse, de ce qu'est un État acceptable. Les exemples abondent en ce sens, les plus éloquents étant sans nul doute ceux de la Syrie ou du Yémen. Le degré de coopération qui caractérisait les relations du début de l'après-guerre froide est donc loin d'être atteint aujourd'hui au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Un des moteurs de ce changement tient aux modifications dans l'équilibre des pouvoirs aux plans géopolitique et géoéconomique. Plus de 50 % du PIB mondial provient désormais en effet de pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). L'ordre international libéral ne subit cependant pas que des assauts venus de l'extérieur : il est contesté en son sein même. À mesure que la polarisation et le protectionnisme progressent, l'Occident ne devient-il pas moins occidental ? Traversons-nous, comme il a été récemment suggéré à la conférence de Munich sur la sécurité, une époque de « désoccidentalisation » ? Sommes-nous à la veille d'une nouvelle division profonde du monde ? Allons-nous vers un nouvel équilibre politique mondial principalement régi par l'arrangement mutuel entre acteurs clés, au premier rang desquels la Chine et les États-Unis ? Mais alors, que doivent faire les autres dans ces conditions ?

Étonnamment, ce tour de montagnes russes géopolitique n'a fait que renforcer encore l'importance de l'action du Centre pour le

dialogue humanitaire. C'est précisément parce que de véritables efforts de médiation et de rétablissement de la paix supposent d'être à l'abri des vents glacés de la concurrence géopolitique que le besoin se fait plus que jamais sentir d'une organisation de médiation privée solide et indépendante. Toute la mission de HD consiste à se comporter en professionnel tout en suscitant la confiance des acteurs en tant qu'intermédiaire honnête.

On verra à la lecture du présent rapport que l'organisation a également continué d'étendre son champ d'action. Ses activités vont aujourd'hui de la médiation dans des conflits très localisés au Sahel à des dialogues interétatiques moins éloignés de la diplomatie classique mais auxquels nous restons associés parce que leurs acteurs clés en font la demande. Nous avons aussi plongé dans les eaux tumultueuses de la médiation dans le contexte des cyber-conflits. Nous comptons mettre notre expertise reconnue au service de l'établissement de meilleures pratiques et de la prévention des tensions dans un des domaines de conflit qui connaît la plus forte expansion. Les effets toujours plus manifestes des changements climatiques n'ont pas non plus été sans incidences sur notre champ d'action, le lien entre ceux-ci et les conflits étant de plus en plus étroit. Les changements dans les moyens de subsistance et les modèles de migration entraînés par le climat sont à l'origine de besoins de médiation nouveaux. HD s'emploie par conséquent sans relâche à faire de ces défis communs des domaines de coopération plutôt que de conflit.

Alors que nous écrivions ces lignes, en mai 2020, le monde était confronté à une pandémie majeure, exemple supplémentaire de l'interdépendance de nos vies et de l'importance primordiale d'une action commune forte. En effet, sans réponses concertées, et en agissant chacun de notre côté, nous sommes moins forts. Cette pandémie nous rappelle aussi que nous ne sommes pas à l'abri de l'apparition inopinée d'un « cygne noir » venant redistribuer les cartes. Là encore, HD s'engage, parce que les conflits sont tout autant liés dans leurs causes profondes à la santé qu'aux changements climatiques. Il ne fait d'ailleurs pas de doute qu'il en sera largement question dans le rapport annuel pour 2020.

C'est un véritable honneur de présider le Conseil de fondation de cette grande organisation qui a vingt ans aujourd'hui. On trouvera ci-après un aperçu de la situation actuelle ainsi qu'une synthèse des progrès accomplis en 2019 et un résumé des principaux caps fixés pour l'année 2020 et les décennies à venir.

— **Espen Barth Eide**  
Président du Conseil

# À PROPOS DE HD

**Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée basée à Genève, fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.** Il a pour mission de contribuer à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le dialogue et la médiation. Sa valeur ajoutée tient pour l'essentiel à ce qu'il intervient en dehors des sentiers battus de la diplomatie, où il noue des contacts avec des belligérants que les autres acteurs peuvent difficilement atteindre et aborde des questions insolubles par d'autres canaux.

HD mène actuellement plus de 45 initiatives de médiation et de dialogue dans plus de 40 pays à travers six centres régionaux. Il compte plus de 300 collaborateurs dont la plupart proviennent du terrain. HD est numéro un dans le domaine de la diplomatie privée. Il est devenu un acteur « officieux » important du rétablissement de la paix dans le monde.

## NOTRE ACTION

L'organisation dispose de ressources limitées qu'elle utilise avec soin en se concentrant sur son domaine d'excellence, celui de l'exercice d'une diplomatie discrète dans un environnement précis, généralement relativement circonscrit. HD agit comme médiateur entre les gouvernements, les groupes armés non étatiques et les partis d'opposition auxquels il offre un espace à la fois confidentiel et sûr leur permettant d'étudier les moyens de prévenir l'escalade du conflit, d'atténuer les souffrances humaines causées par la guerre et de développer des possibilités de solutions pacifiques. Ce sont les victimes de guerre qui bénéficient en dernier lieu de l'action de HD.

HD tend une main impartiale à tout groupe ou acteur pertinent au regard du règlement d'un conflit ou d'une crise, travaillant



Photo : Médiateurs communautaires dans la région du Sahel - © HD



avec l'ensemble des parties prenantes pour trouver des solutions adaptées à chaque contexte. Fidèle à sa méthode fondée sur les principes d'impartialité et d'ouverture, HD intervient efficacement dans une grande variété de situations, parmi lesquelles des soulèvements, des crises politiques, des contestations électorales ou encore des processus de transition politique potentiellement violents. Lorsqu'il a pour mandat de contribuer à prévenir, atténuer et résoudre un conflit, HD peut s'acquitter des fonctions suivantes :

- **Facilitation et médiation** : HD propose différents services pour aider les parties au conflit à se rapprocher dans leur quête de règlement. Dans les cas où la discrétion est d'une importance capitale, l'organisation peut faciliter la création de canaux de communication (parfois à titre de premier pas vers un processus de paix officiel) pour prévenir l'escalade du conflit ou permettre la réalisation d'un objectif humanitaire. Le caractère « officieux » et informel de l'intervention de HD s'est révélé déterminant dans de nombreux cas.
- **Dialogue** : Dans d'autres contextes, HD appuie ou conduit des processus de dialogue multipartites, confidentiels ou publics, généralement complémentaires des processus de paix officiels. Dans la plupart des cas, la négociation avec les seules élites est impossible ou illégitime, du moins en tant que telle, et se révèle souvent inefficace. Avancer vers la paix suppose un consensus plus large.
- **Conseils** : HD peut également endosser un rôle consultatif et aider une ou plusieurs parties à un conflit à mettre fin à la violence armée. Il intervient généralement dans un cadre unilatéral, même si son activité de conseil est ouverte à tous, repose largement sur la confiance et suppose, comme pour les engagements multipartites, le strict respect du principe d'impartialité.
- **Appui** : Quand il n'est pas la tierce partie principale dans un processus de paix, HD fournit un appui technique, spécialisé et logistique aux parties au conflit et à d'autres tiers, par exemple des médiateurs. HD n'intervient jamais lorsqu'un de ces médiateurs a été officiellement désigné. En effet, l'organisation veille toujours à ce que l'intérêt du processus de paix prime toute autre considération, conformément à sa Charte.

HD joue aussi un rôle moteur dans le domaine de la médiation en favorisant le débat sur les nouveaux défis et en partageant

**HD tend une main impartiale à tout groupe ou acteur pertinent au regard du règlement d'un conflit ou d'une crise, travaillant avec l'ensemble des parties prenantes pour trouver des solutions adaptées à chaque contexte.**

les enseignements tirés de son action. Le Programme d'appui à la médiation de HD conjugue les fonctions transversales de fourniture d'une assistance technique et d'une aide à la mise en forme de processus, d'un appui à la planification stratégique, d'un examen critique des projets de l'organisation et s'emploie aussi à partager les leçons tirées de l'expérience avec l'ensemble de la communauté du rétablissement de la paix.

## DES RÉSULTATS MESURABLES

HD est une organisation axée sur les résultats, résolue à apporter une contribution concrète à la paix. Lorsqu'elle peut conduire un processus à son terme, son action débouche sur la conclusion d'accords de paix ou de gestion des conflits, résultat le plus apprécié et tangible de HD en matière de rétablissement de la paix. De nombreux résultats intermédiaires sont également à mettre à son actif tout au long du chemin vers la paix, par exemple lorsque HD noue un premier contact avec les acteurs d'un conflit qu'il est difficile d'approcher ou lorsqu'il aborde des questions particulièrement sensibles avec les belligérants ; quand il crée des canaux de communication et construit la confiance entre les parties au conflit ; quand il négocie des déclarations unilatérales ou mutuelles ou obtient la signature d'un accord intermédiaire sur la réduction des violences ou l'acheminement d'une aide humanitaire.

## LA MÉTHODE HD

### Souplesse, réactivité et esprit d'équipe

Entité privée, HD intervient rapidement et avec souplesse en cas de crise. L'organisation est toujours alerte et prête à intervenir sans délai et au bon moment partout dans le monde, capable de répondre et de s'adapter aux aléas. Tout cela suppose bien entendu un esprit d'équipe hors pair. L'organisation ne recrute par conséquent que des collaborateurs engagés et innovants

qui possèdent une expérience, des connaissances et un carnet d'adresse exceptionnel ainsi qu'un esprit créatif et des qualités professionnelles. HD encourage ses équipes à élaborer et à lancer, dans le strict respect du principe de confidentialité, des projets de promotion de la paix ambitieux et innovants.



**Photo :** David Harland annonce la déclaration finale sur le démantèlement de l'ETA - © HD

## Une approche décentralisée

Pour rester efficace dans un contexte international qui évolue sans cesse, HD a mis en place six pôles régionaux : Afrique anglophone et lusophone, Afrique francophone, Amérique latine, Asie, Eurasie et enfin Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ainsi,

HD peut réagir rapidement en cas de survenance de conflits. Ces structures peuvent compter sur des réseaux solides à l'échelon régional et sont très au fait de la situation sur le terrain. Elles bénéficient en outre du soutien du siège de l'organisation, en Suisse, qui supervise leurs activités et fournit des services d'appui.





**Photo :** Mahbouba Seraj, Habiba Sarabi, Orzala A. Nemat et Maha Yahya au Forum d'Oslo 2019 - © HD

### **Discrétion et prise de risque**

HD se distingue par sa capacité à intervenir sans faire de bruit, ce qui lui procure un net avantage dans les situations de conflit sensibles. Sa discrétion et le respect du principe de confidentialité lui permettent de s'engager sur des terrains auxquels les acteurs officiels et ceux de la diplomatie classique ne peuvent accéder. L'efficacité de HD en tant que médiateur est intimement liée à sa discrétion et aux risques que celle-ci lui permet de prendre. La discrétion fait donc partie de l'ADN de l'organisation.

### **Une approche structurée dans un domaine très encombré**

Les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance fondent la philosophie de HD et sont indispensables à son bon fonctionnement. HD n'est efficace que s'il respecte rigoureusement ces principes et s'il est un fait connu qu'il les respecte. Fort de sa réputation d'entité indépendante et impartiale, il peut garder le contact avec toutes les parties au conflit et tisser des relations de confiance dans les situations de tension extrême. Alors que le terrain de la médiation apparaît de plus en plus encombré, HD campe plus que jamais fermement sur ses principes.

### **Responsabilité et assurance qualité**

Des activités souples, décentralisées et autonomes supposent un cadre particulièrement rigoureux. Afin de garantir un degré de responsabilité élevé, HD veille à ce que ses projets fassent régulièrement l'objet d'examen menés par les pairs sur des questions clés. Ces différents points sont passés en revue par l'équipe de suivi et d'évaluation de l'organisation, à Genève. Depuis 2013, HD élabore des méthodes de suivi et d'évaluation innovantes, recourant notamment à des conseils d'experts en médiation, à l'échange entre pairs, à des évaluations collégiales et à la vérification indépendante des résultats affichés en matière de rétablissement de la paix.

### **Des processus de paix participatifs**

Fort de sa capacité à travailler avec des acteurs très divers mais aussi de l'accès à des processus de haut niveau, HD s'emploie à promouvoir une participation véritable des femmes, des jeunes et de la société civile aux processus de paix. Associer un large éventail de représentants aux processus de paix peut en effet permettre des avancées considérables. L'association de groupes distincts à ces processus a souvent favorisé l'émergence d'idées et de perspectives nouvelles, contribuant ainsi utilement aux efforts de règlement du conflit.

# DEUX DÉCENNIES AU SERVICE DE LA PAIX

**HD est né il y a vingt ans de la réunion de cinq personnes dans un loft genevois.** Début 2020, il comptait plus de 300 collaborateurs intervenant dans certains des pires conflits du monde et dans de nombreux autres, moins importants, de l'Amérique centrale à la mer de Sulu. Depuis le siège lacustre de Genève, l'équipe de direction pilote sept directions opérationnelles et 17 bureaux de terrain dont les collaborateurs nouent des contacts avec des extrémistes armés, des responsables communautaires et des puissances mondiales pour prévenir les conflits et en atténuer les conséquences. Ses vingt ans d'existence confèrent à HD une place de choix dans le domaine de la diplomatie privée, en pleine expansion.

La croissance de l'organisation met en relief l'intérêt de sa mission et il n'est pas de meilleure consécration de la méthode de HD que les dizaines d'accords de paix ou de prévention des conflits à mettre à son actif. Vingt-six accords conclus par HD au cours de la seule année 2019 ont sauvé des vies, substitué le dialogue à la violence, permis la tenue d'élections pacifiques ou ouvert la voie en toute discrétion à l'acheminement d'une aide indispensable à la survie de civils pris au piège dans des conflits brutaux.

Les principaux donateurs de HD ont évoqué la tenue d'un forum de haut niveau pour discuter de la réponse des acteurs humanitaires en cas de conflit. Fidèle à son esprit créatif, l'équipe fondatrice de HD a souhaité plus qu'un débat. S'inscrivant dans les pas d'Henry Dunant, fondateur de la Croix-Rouge internationale, elle a appelé à une prévention nouvelle pour empêcher ou du moins atténuer « les horreurs de la guerre » au moyen d'outils de dialogue et de médiation dépassant le cadre de la diplomatie classique.

Cette approche a été mise à l'épreuve en quelques semaines lorsque HD a été chargé par l'Indonésie, en 1999, d'intervenir en tant que médiateur dans la lutte pour l'indépendance menée

**En pleine période de croissance et de changement, HD n'a rien cédé sur ses valeurs fondamentales. Il a continué de veiller en particulier à obtenir des résultats concrets, propres à améliorer la vie des gens.**

alors depuis près de 30 ans par les rebelles d'Aceh. HD a négocié une trêve, puis un véritable cessez-le-feu qui a été surveillé par des centaines de soldats fournis par les pays voisins.

La dynamique des conflits après l'effondrement du communisme et la guerre contre le terrorisme après le 11 septembre ont renforcé ce point. À mesure que les guerres entre États ont laissé la place à des conflits internes opposant le gouvernement et des groupes armés souvent petits mais néanmoins puissants, les accords de paix affichés se sont faits plus rares et sont devenus plus fragiles. Dans les années qui ont suivi Aceh, et aujourd'hui en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, HD s'est imposé comme petite structure souple et efficace sur laquelle s'appuyer pour jeter des ponts avec les groupes les plus difficilement accessibles et obtenir un retour discret et fiable en vue de contacts avec les parties en conflit.

Les contacts noués secrètement par HD avec le groupe séparatiste basque ETA aboutiront plus d'une décennie plus tard à la remise unilatérale et inconditionnelle de 3,5 tonnes d'armes et d'explosifs, en 2017, et à la dissolution du mouvement armé l'année suivante. HD a fourni des conseils sur les questions humanitaires aux médiateurs de l'ONU au Soudan, puis a noué le dialogue avec un large éventail de groupes armés au Darfour. Il a noué les premiers contacts avec les insurgés communistes au Népal et poursuit son action menée de longue date au service de la paix dans l'île de Mindanao, aux Philippines, en proie à l'instabilité.

Avec le développement des activités de HD, le besoin s'est vite fait sentir de passer d'un format de poche *ad hoc* à une organisation plus structurée et décentralisée. La nécessité de se doter d'une méthode claire s'est également imposée. HD a ainsi ouvert un bureau en Asie en 2006. Puis, un bureau a ensuite été ouvert en 2007 à Nairobi, en Afrique, lequel a été scindé en deux structures respectivement consacrées à l'Afrique anglophone et à l'Afrique francophone de manière à répondre aux multiples conflits

qui éclatent sur le continent. HD a mis en place plusieurs centres pour assurer le suivi des engagements balbutiants au Moyen-Orient et en Eurasie. Par ailleurs, une initiative lancée au Nicaragua en 2019 a marqué le coup d'envoi des activités opérationnelles de HD en Amérique latine, conférant ainsi à l'organisation une portée mondiale.

La composition et les méthodes de HD ont également évolué. La décentralisation permet à l'organisation d'associer les services de « médiateurs bien placés », ressortissants nationaux ayant un réseau important et une connaissance approfondie du terrain. Des méthodes de suivi et d'évaluation ont été mises au point pour préserver la cohérence des opérations et assurer le respect de règles. Elles ont suscité l'intérêt et l'adhésion d'entités diplomatiques et non gouvernementales.

En pleine période de croissance et de changement, HD n'a rien cédé sur ses valeurs fondamentales. Il a continué de veiller en particulier à obtenir des résultats concrets, propres à améliorer la vie des gens. Et il ne s'est engagé que lorsqu'il pouvait apporter une valeur ajoutée. La qualité des réseaux de HD et de son analyse et le suivi rigoureux de ses projets sont clairement reflétés dans les accords divers et nombreux visant à mettre fin, à atténuer ou à prévenir les conflits dont il a favorisé la conclusion au cours de ces 20 dernières années.

Ces accords vont de cessez-le-feu conclus au plan local pendant la guerre civile en Syrie, grâce auxquels plus de 100 000 personnes ont pu évacuer le front, à des accords facilitant l'accès aux soins médicaux dans les régions d'Asie et d'Afrique touchées par un conflit. HD a maintenu le contact et la coopération d'un bout à l'autre de la ligne de conflit en Ukraine et ouvert la voie à des échanges entre États requérants en mer de Chine méridionale sur l'élaboration de règles de conduite pour la prévention des incidents en mer. Les médiateurs formés par HD ont contribué au règlement de conflits au niveau local, tandis que l'insurrection au Sahel atteignait un niveau record, et de conflits entre clans dans l'archipel de Sulu. Son action avec des groupes armés en République centrafricaine et au Myanmar a permis de réduire la violence. HD a travaillé de concert avec les partis politiques en faveur de la paix et de processus participatifs en Tunisie et contribué à atténuer la polarisation violente en Thaïlande.

HD a favorisé la constitution d'un groupe de contact international destiné à appuyer la médiation facilitée par la Malaisie aux Philippines et joué un rôle de conseil auprès des médiateurs de l'ONU au Soudan. Il n'a pas failli à sa réputation de professionnel

du rétablissement de la paix en fournissant des conseils ainsi qu'un service de secrétariat en appui à la médiation menée par Kofi Annan avec succès au Kenya en 2007. Depuis lors, HD travaille en étroite collaboration avec l'ONU, avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et avec d'autres entités multinationales en Syrie, en Ukraine, en République de Moldavie et en Libye. Sa discrétion et son professionnalisme lui ont permis de gagner la confiance d'organisations

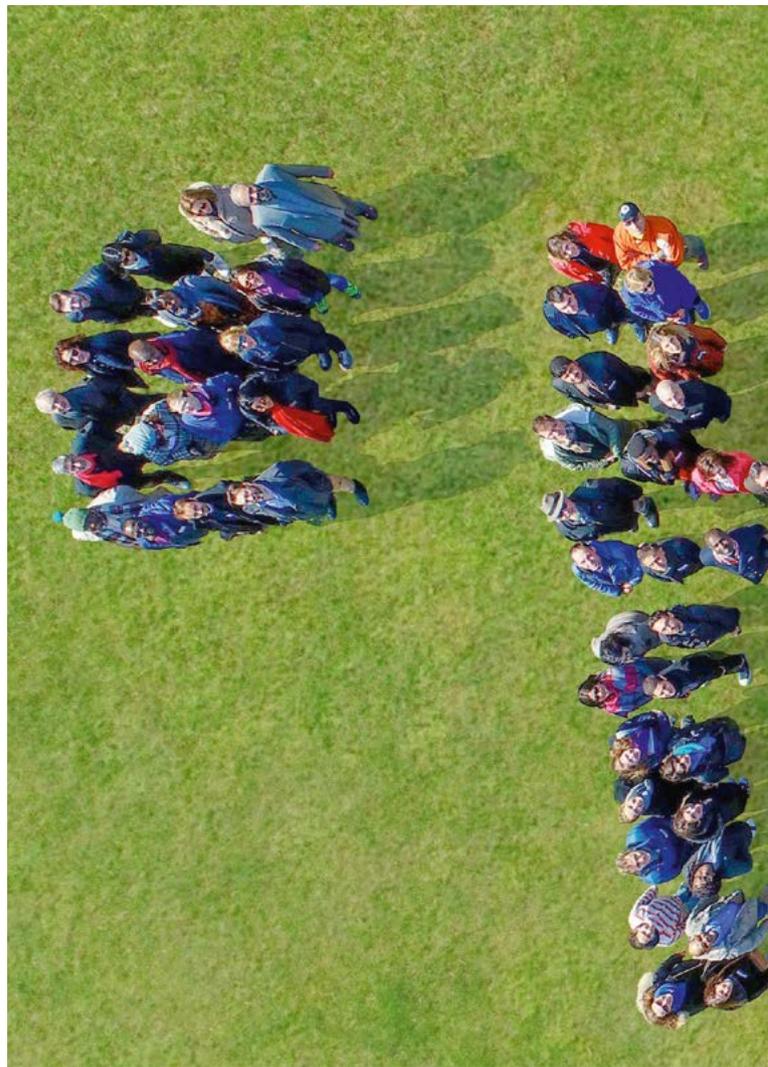


Photo : Logo humain - © HD

internationales qui étaient pour le moins perplexes au départ. Quand le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a formé un conseil consultatif de haut niveau sur la médiation en 2017 dans le cadre de son « élan pour la paix », HD a été invité à y participer.

Les exemples qui précèdent montrent bien la contribution de HD à la consolidation de la paix en tant que petite organisation agile,

souple, capable de prendre des risques que les organisations gouvernementales ne peuvent pas se permettre d'assumer et d'apporter une réponse rapide face aux besoins nouveaux dans des situations de conflits volatiles. HD est néanmoins conscient des limites de son rôle de niche. Il veille par conséquent à ce que les intérêts de la paix priment en toutes circonstances et a d'ailleurs montré qu'il n'était pas avare de son soutien aux autres acteurs.



# HD AU FIL DES ANS

1999

En septembre 1999, HD lance son premier projet à Aceh, en Indonésie, aux fins de médiation dans le conflit opposant le Gouvernement indonésien et la troisième formation du Mouvement de libération d'Aceh.



2003

HD organise la première « Retraite internationale des Médiateurs de conflit et des acteurs de paix », petit rassemblement de praticiens de la médiation visant à professionnaliser son exercice. Cette réunion sera rebaptisée par la suite « Forum annuel d'Oslo ».



2010

HD négocie un accord sur la protection des enfants dans le conflit du Darfour entre l'ONU et un groupe armé soudanais, le Mouvement pour la justice et l'égalité.





## 2012

Après avoir soutenu un processus de paix de 16 mois, et mis sur la table les différends opposant les communautés Kalenjin et Kikuyu dans la vallée du Rift au Kenya, HD facilite la conclusion de l'accord de paix du comté de Nakur.



## 2014

En Tunisie, les principaux acteurs politiques signent la « Charte d'honneur des partis, coalitions et candidats indépendants pour les élections et référendums de la République tunisienne » grâce à l'intervention discrète et informelle de HD qui facilite le dialogue entre les acteurs politiques associés au processus de transition démocratique.



2015

HD se voit accorder le statut « d'organisme international ».



2016

En Libye, des responsables politiques, sociaux et communautaires clés appuient l'appel humanitaire pour Benghazi visant à sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire. HD a soutenu le processus qui a abouti à cet appel.





# LES OPÉRATIONS DE HD EN 2019

## “ Un vent de folie balaie le globe.

Au lendemain du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU, son Secrétaire général, Antonio Guterres, déclarait : « Un vent de folie balaie le globe. L'escalade est de retour. Les armes affluent et les offensives se multiplient ».

En vingt ans d'existence, HD a démontré sa valeur ajoutée en s'engageant en dehors des sentiers battus de la diplomatie, palliant d'importantes lacunes dans l'action des gouvernements et des institutions multilatérales en faveur de la paix internationale. Dans ce monde « d'instabilité croissante et de tensions maximales », tel que décrit par M. Guterres, ces insuffisances s'aggravent rapidement. Non seulement les conflits prolifèrent mais ils sont plus fragmentés et plus longs. L'approfondissement de la polarisation Est-Ouest a érodé l'autorité de l'ONU et celle de son Conseil de sécurité. En même temps, la renaissance de la géopolitique s'est accompagnée de la fermeture de nombreux canaux de communication auparavant accessibles aux États et aux belligérants.

Pour HD, il en est résulté une augmentation de la demande de services de médiation impartiaux et indépendants et de contacts discrets en coulisses. Les puissances, petites et grandes, tout comme les parties à des conflits, quelle que soit leur couleur, lui font aujourd'hui confiance à cet égard. Ainsi, en 2019, HD a mené plus de 45 projets dans 40 pays et conclu plus de 26 accords concrets allant de cessez-le-feu et d'accords de paix et de gestion des conflits à des accords sur l'acheminement de l'aide humanitaire.

Certains sont confidentiels, mais parmi ceux qui ont été rendus publics, on peut citer un accord de sécurité en 13 points conclu en **Irak** par les cheikhs tribaux sunnites de la province d'Anbar avec le bureau du Premier ministre, qui a permis le retour de plus de 2000 familles et le rétablissement de services publics. Le

Gouvernement du **Mozambique** a signé un accord historique avec la Renamo, s'engageant à mettre fin à des décennies d'hostilités et à organiser des élections pacifiques. La **Chine** et l'ASEAN ont organisé leur première réunion de la Phase I des organismes chargés de faire appliquer le droit maritime, étape majeure vers l'adoption de principes communs de fonctionnement qui a permis d'éviter des confrontations risquées en mer de Chine méridionale.



**Photo :** Les rebelles remettent leurs armes à feu pour le territoire de Bangsamoro à Mindanao - © EPA-EFE/STR

La diversité de ces accords illustre la dynamique évolutive des conflits. L'exacerbation des tensions régionales et entre grandes puissances complique plus encore la conclusion d'accords de paix globaux. L'atomisation des conflits et l'accès facile à de nouvelles technologies puissantes et à des stocks d'armes abondants, y compris pour de petits groupes, réduisent les chances de respect durable des accords. Quatre ans après l'Accord de



paix d'Alger conclu par les groupes armés au **Mali** en 2015, les hostilités atteignent de nouveaux sommets. HD, qui a travaillé avec les communautés locales en 2019, a pu négocier une série d'accords qui ont mis fin à des conflits qui avaient causé de nombreux dommages aux personnes et aux biens.

## NOUVELLES FRONTIÈRES

En 2019, soucieux de répondre aux nouvelles menaces, HD a étendu sa présence géographique et s'est saisi de nouvelles thématiques. La recrudescence des cyber-attaques a ouvert un nouveau front qui n'est régi par aucune norme ou directive, encore moins par un traité international, ce qui fait peser une grave menace sur la sécurité internationale. Deux processus sont bien en cours au Nations Unies pour étudier ces questions dans une perspective mondiale, mais aucun calendrier n'a été fixé pour la formulation de conclusions. HD s'est concentré sur des problèmes précis recensés par les États dotés de capacités de guerre cybernétique.

En 2019, il a collaboré avec la Chine, la Russie, les États-Unis, les pays du Moyen-Orient et des gouvernements de pays européens et d'autres pays pour recenser les lacunes en matière de cyber-diplomatie que HD pourrait pallier. Étant donné les fortes tensions, le climat de méfiance qui entoure les principales cyber-puissances, et compte tenu du peu d'initiatives concurrentes, des États ont manifesté leur intérêt pour la tenue de dialogues visant à aboutir à des mesures de confiance et à des directives opérationnelles. Un accord de principe a ainsi été conclu avec les autorités du Sultanat d'Oman sur la mise en place d'une plateforme régionale destinée à explorer les questions relatives à l'Internet, processus qui devrait déboucher sur plusieurs dialogues en 2020.

S'attaquant au lien entre pauvreté et conflits, HD a exploré des pistes pour orienter les microcrédits vers les entreprises nouvellement créées et génératrices d'emplois à Mindanao, au sud des Philippines. Un projet mis en œuvre à l'échelon local vise à procurer un dividende économique aux clans signataires d'accords de gestion des conflits et prévoit des mesures d'incitation pour prévenir de nouvelles violences.

Les tensions croissantes entre la Chine et les États-Unis devenant une source de préoccupation majeure au regard de la sécurité mondiale, HD a mis en lumière les limites manifestes de l'engagement bilatéral respectif de chacun de ces deux pays. Leurs gouvernements respectifs reconnaissent d'ailleurs volontiers

qu'il convient de combler ces manques pour mieux faire face aux risques de conflit. HD a pris l'initiative de réunir des groupes d'experts bénéficiant d'un soutien officiel pour étudier la meilleure façon de gérer les risques accrus dans les domaines de la sécurité maritime et le problème épineux du développement rapide des applications militaires de l'intelligence artificielle.

Les nouveaux défis auxquels HD souhaite s'attaquer reflètent sa réflexion constante sur la question de savoir comment intervenir pour faire la différence. La plupart des collaborateurs de HD sont déployés sur le terrain et regroupés en petites équipes de projet agiles qui rendent compte directement aux directeurs régionaux. Ce type de structure convient bien à un monde où les guerres entre États ont largement cédé la place à des conflits internes atomisés. Le modèle décentralisé procure à HD la souplesse opérationnelle requise pour s'attaquer aux conflits violents et volatiles qui éclatent principalement à l'échelon infranational.

## PRATIQUE ET PARTENARIATS

La petite équipe de direction de HD assure depuis Genève le suivi stratégique et l'évaluation critique des projets grâce auxquels l'organisation est devenue un chef de file dans son domaine. L'équipe procède par ailleurs à des contrôles de qualité, s'assurant notamment de la conformité des activités sur le terrain à la politique de HD et aux pratiques mondiales optimales. HD fait preuve d'esprit d'innovation avec son approche sectorielle de l'évaluation des performances, approche qui repose sur des examens critiques par les pairs et sur la validation indépendante des résultats. Le nombre d'évaluations a augmenté en 2019 et celles-ci couvrent désormais les relations avec les donateurs. Grâce à des tables rondes annuelles réunissant donateurs et praticiens, HD a continué de peaufiner et d'élargir l'accord général sur la mise en œuvre d'approches sectorielles du suivi et de



**Photo :** Lyse Doucet, Smail Chergui, Ine Eriksen Søreide et Anwar bin Mohammed Gargash au Forum d'Oslo 2019 - © HD

l'évaluation des engagements en faveur de la paix. Avec l'augmentation de ses effectifs, l'organisation a renforcé l'apprentissage et la formation entre pairs de manière à préserver sa culture et à assurer le respect des règles de conduite professionnelles.

À l'avant-garde de la diplomatie privée, HD a continué de collaborer activement avec les autres parties prenantes du rétablissement de la paix. La retraite de deux jours du Forum d'Oslo, organisée conjointement avec le Ministère norvégien des affaires étrangères, en juin 2019, a réuni 125 médiateurs, hauts fonctionnaires et diplomates, dont près de la moitié étaient des femmes. Les participants ont pu partager leurs expériences et visions de l'avenir sur le thème : « La relance de la médiation : connecter les voies, les processus et les acteurs ». Un document de synthèse tirant les principaux enseignements de la retraite a été établi et d'autres publications consacrées à la pratique de la médiation ont été élaborées par HD dans le cadre plus général de ses

**HD a mené plus de 45 projets dans 40 pays et conclu plus de 26 accords concrets allant de cessez-le-feu et d'accords de paix et de gestion des conflits à des accords sur l'acheminement de l'aide humanitaire.**

collaborations et partenariats avec des instituts de recherche et des médiateurs pour la promotion de pratiques optimales.

HD et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies ont créé une « boîte à outils de médiation numérique » pour tenir compte des incidences de la technologie numérique dans ce domaine. Une étude exploratoire d'un an sur les approches à voies multiples des processus de





paix, menée en partenariat avec Swisspeace, CSS ETH Zurich et la Folke Bernadotte Academy, a débouché sur une publication intitulée « Reflections on Multitrack Approaches to Peace Processes ». Par ailleurs, HD a joué le rôle de coordonnateur dans le cadre du lancement du consortium britannique Smart Peace, financé par le Département du développement international du Gouvernement britannique. Il a aussi collaboré avec l'Institut Clingendael et l'Institut de Genève sur des programmes de formation.

En plus de veiller sur les politiques et les pratiques de HD, l'équipe de direction fournit des renforts depuis le siège de Genève, offrant un appui opérationnel aux équipes de projet pour les aider à s'adapter aux circonstances nouvelles. Elle mobilise par ailleurs des spécialistes sur des questions précises, notamment celle de la réforme du secteur de la sécurité. L'équipe d'appui à la médiation encourage la promotion de la participation, composante essentielle de solutions durables de gestion et de prévention des conflits.

Les réseaux d'observatrices de la paix mis en place dans les États de la partie centrale du Nigéria ont contribué à freiner l'escalade de la violence grâce au dialogue intercommunautaire. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, HD a tendu la main à des femmes et à des jeunes des communautés touchées, ainsi qu'à des chefs communautaires, des groupes armés locaux et des autorités publiques, afin d'assurer la plus large participation possible aux activités de médiation dans le cadre de conflits à l'échelon local. HD a fait en sorte que la voix des femmes soit entendue lors des préparatifs de la conférence nationale sur la Libye en plaidant énergiquement en faveur de leur participation aux structures de dialogue aussi bien réelles que virtuelles. L'équipe de HD au Myanmar a noué des relations avec des groupes de femmes de l'État de Rakhine, à majorité musulmane, et avec la Ligue des femmes birmanes, composée de 13 organisations de femmes appartenant à des minorités ethniques qui soutiennent le processus de paix. Pendant plus d'une décennie, HD a travaillé avec des groupes de femmes et de jeunes dans l'île de Mindanao, aux Philippines, pour développer leurs compétences dans le domaine du règlement des conflits.

## MÉDIATION HUMANITAIRE

Également basée à Genève, l'équipe chargée du projet de médiation humanitaire de HD a noué des contacts avec des belligérants pour veiller à ce que les questions humanitaires soient également prises en considération dans les négociations relatives au règle-

ment de conflits qui ont entraîné des déplacements de population sans précédent au plan mondial.

S'il ne fournit pas directement une aide humanitaire, HD, grâce à ses contacts avec les groupes armés et les chefs communautaires, a facilité l'acheminement par des organisations humanitaires internationales d'une aide, notamment médicale, aux communautés des régions d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient où la situation est particulièrement instable. Deux dialogues informels avec les parties au conflit du Sud-Soudan, tenus à Dar Es Salaam et à Kampala en 2019 à l'initiative de HD, ont débouché sur l'adoption d'un protocole de communication et de coordination grâce auquel les organisations ont pu répondre aux besoins humanitaires urgents, notamment dans la province d'Equatoria, auparavant inaccessible.

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

En obtenant l'ouverture d'un accès à ces environnements, HD a démontré non seulement la qualité de ses réseaux mais aussi sa capacité d'adaptation. Il a également mis à profit ses qualités en **Libye**, en 2019, lorsque de violents bouleversements ont compromis le plan d'action des Nations unies pour la relance des négociations politiques via une conférence nationale. HD s'est employé de manière innovante à mobiliser les acteurs politiques et de sécurité et les communautés locales afin d'assurer leur participation à cette réunion.

Au cours des premiers mois de 2019, HD a organisé de nombreuses réunions avec les principaux acteurs politiques, militaires et sociaux afin de formuler des recommandations destinées à faire avancer le processus politique lors de la Conférence nationale. L'offensive militaire lancée par le Khalifa Haftar, qui a attaqué Tripoli dix jours avant la conférence, a toutefois sapé cette approche. L'intervention croissante d'acteurs étrangers n'a fait qu'ajouter à la complexité de la situation alors que les milices Janjaweed de la région soudanaise du Darfour et des mercenaires russes se ralliaient au général Haftar et que la Turquie envoyait des troupes et des mercenaires syriens pour soutenir le gouvernement. Tandis que l'attention internationale était concentrée sur cet affrontement, de nombreux autres éclataient ailleurs dans le pays, notamment entre les communautés Tebu et Ahali du sud-ouest de Morzuk.

Alors que les combats s'intensifiaient, HD a exploré plusieurs pistes parallèles. Il a entrepris des missions à Tripoli, Misrata et Benghazi, s'entretenant avec des acteurs de haut niveau pour

trouver des moyens de désamorcer le conflit. Il s'est par ailleurs concentré sur quelques mesures simples de rétablissement de la confiance et a facilité la libération de personnalités qui avaient été enlevées pour des raisons politiques ou à des fins d'extorsion. HD a également pris l'initiative de réunir quelque 45 militants travaillant dans des médias sociaux et des dignitaires de toutes les régions du pays pour analyser les causes profondes de la crise et proposer des solutions concrètes pour rétablir la confiance dans les institutions nationales.

HD a apporté son concours au Représentant spécial de l'ONU, Ghassan Salamé, en lui communiquant des informations et des analyses tout au long de l'année. HD a également gardé le lien avec les parties prenantes internationales, notamment l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Égypte, la Turquie, les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, l'Union européenne et l'Union africaine, leur fournissant des conseils pour s'adapter aux réalités du terrain. À la demande de l'Union européenne, HD a organisé une rencontre entre des militants de la société civile de l'est de la Libye et de hauts fonctionnaires de l'UE pour faire remonter l'information. HD a ensuite réuni à Genève, au Caire et en Tunisie, des acteurs libyens influents de tous bords. Ce dialogue multilatéral a débouché sur des recommandations qui ont été soumises à la conférence de Berlin pour examen en janvier 2020.

À l'approche des élections de 2019, la **Tunisie** voisine a traversé une période de troubles sociaux et économiques croissants qui ont érodé la confiance dans les responsables politiques et menacé le fragile consensus qui s'était dégagé après le changement de régime, en 2011. HD avait auparavant facilité et encouragé la signature d'une charte d'honneur par les partis politiques grâce à laquelle les élections de 2014 se sont déroulées pacifiquement. Tirant parti des contacts pris avec des personnalités de haut niveau dans le cadre de cette initiative, HD a ici encore pratiqué une diplomatie itinérante et discrète auprès des partis politiques pour désamorcer les tensions, trouver des solutions de compromis aux questions délicates et mettre au point une campagne de sensibilisation des acteurs politiques à la charte et au code de conduite qu'elle contient.

HD s'est heurté à des tensions et à une complexité accrues au **Liban** où les divisions politiques, sectaires et générationnelles, exacerbées par de violents conflits régionaux, constituent la plus grave menace pour la stabilité du pays depuis la guerre civile destructrice des années 1990. L'affaiblissement de l'économie et l'impossibilité pour le gouvernement de remplir ses missions de service public ont déclenché une vague de protestation sociale



**Photo :** Des militants, apparemment de la milice Misrata, préparent leurs armes et leurs munitions avant de monter au front - © EPA-EFE/Stringer



**En Irak, HD a favorisé des contacts entre le gouvernement chiite de Bagdad et les communautés sunnites, qui ont débouché sur des mesures visant à régler les griefs au plan local et à rétablir la stabilité dans certaines régions au sortir d'attaques traumatisantes menées par l'État islamique.**

générale et renforcé le sentiment d'instabilité. Les liens sont en grande partie coupés entre de nombreux acteurs de la nouvelle génération de dirigeants qui ne se soucient pas vraiment des problèmes de sécurité du pays. Dans ce contexte, HD a veillé à ce que les problèmes rencontrés de longue date par le Liban soient abordés dans le cadre de ses échanges avec tous les partis politiques : différend sur la frontière maritime avec Israël empêchant l'accès aux précieuses réserves d'hydrocarbures en mer ; élimination des divisions sectaires ; mise en place d'un comité judiciaire chargé de lutter contre la corruption et prise en compte des graves conséquences sociales et économiques pour plus d'un million de réfugiés syriens au Liban. Grâce à HD, des progrès ont été accomplis sur ces différents points, notamment l'émergence d'un consensus entre les parties libanaises lors de discussions bilatérales et de réunions multilatérales à Beyrouth et à Genève. HD a par ailleurs tenu les gouvernements français, allemand et suisse informés de l'évolution de la situation. Il est en outre intervenu sans attendre face à la montée des protestations de masse qui ont dominé l'ordre du jour politique national à partir d'octobre. Il a ainsi ouvert un canal de communication entre le président et les manifestants. En outre, HD a négocié un accord de sécurité et d'autres dispositions concernant le camp d'Ain al-Hilweh, plus grand camp de réfugiés palestiniens au Liban. Le site a été muré par les forces de sécurité libanaises de la communauté environnante alors que nombreuses questions restaient à régler entre les dirigeants palestiniens du camp et les communautés libanaises environnantes. La charte comporte des dispositions sur la circulation des personnes et des biens à l'intérieur du camp et en dehors.

En **Irak**, des manifestations antigouvernementales de masse ont perturbé la vie politique nationale lors du dernier trimestre de 2019, entraînant la démission du gouvernement. HD avait cependant déjà obtenu des résultats notables à cette époque, favorisant le dialogue entre des dirigeants sunnites, anciens ou

nouveaux, tous bien ancrés dans leurs circonscriptions. Toujours en Irak, HD a favorisé des contacts entre le gouvernement chiite de Bagdad et les communautés sunnites, qui ont débouché sur des mesures visant à régler les griefs au plan local et à rétablir la stabilité dans certaines régions au sortir d'attaques traumatisantes menées par l'État islamique.

HD a organisé une conférence dans le gouvernorat d'Anbar à laquelle ont participé les communautés sunnites locales et le Commandement des opérations de Bagdad. Celle-ci a débouché sur l'ouverture du mur de Bagdad qui a grandement facilité les déplacements et amélioré immédiatement la qualité de vie de la population. En décembre, une deuxième conférence tenue à Anbar a abouti à un accord qui a permis la réinstallation de centaines de familles déplacées par le conflit. Au nord du gouvernorat de Ninive, des réunions ont été organisées par HD sur la situation critique de la minorité Yazidi à Sinjar et à Tel Afar. La question sensible du traitement des sunnites soupçonnés de liens avec l'ISIS a aussi été abordée. HD a organisé plusieurs réunions en dehors du territoire irakien auxquelles ont participé des dirigeants sunnites, des responsables gouvernementaux, des acteurs de la sécurité et des parlementaires.

De violentes protestations contre la médiocrité des services publics et la corruption avaient éclaté dans la ville de Bassora, dans le sud du pays, en 2018. En 2019, HD a assuré le suivi de la situation en mettant sur pied une conférence pour faire le point sur les besoins en matière de stabilisation et de développement, et en organisant une visite de fonctionnaires de l'Union européenne et des Nations Unies responsables de projets locaux. HD a ainsi pu recueillir des informations sur les différends non sectaires à Bagdad et dans d'autres villes au cours des derniers mois de 2019 et jusqu'en 2020, et anticiper de futurs problèmes critiques.

HD est intervenu sur plusieurs fronts en **Syrie** en 2019, mettant à profit un réseau de contacts unique couvrant tous les principaux acteurs de manière à prévenir de nouvelles hostilités, en particulier dans les zones contrôlées par le gouvernement et dans le nord-est de la Syrie. Lors de ses visites régulières dans le nord-est du pays, HD s'est entretenu avec des dirigeants de l'administration autonome kurde, des acteurs de la société civile et des chefs tribaux. L'incursion de la Turquie dans le nord de la Syrie, en octobre, a poussé le gouvernement et les dirigeants kurdes à conclure un accord militaire, mais un différend insurmontable a persisté quant aux accords de gouvernance et HD n'a pas été en mesure de jouer un rôle de médiation efficace entre les deux parties.

HD a toutefois pratiqué une diplomatie discrète, jouant le rôle d'intermédiaire entre l'administration kurde et les autorités turques. Des documents d'orientation comportant des recommandations visant à désamorcer les tensions et à stabiliser la région contrôlée auparavant par l'ISIS ont été élaborés. Après avoir gagné la confiance des deux parties, HD a pu lancer des négociations sur un cessez-le-feu entre la Turquie et les autorités kurdes dans la région de Tal Tamer. Il a également créé un mécanisme local de règlement des conflits dans l'ancien bastion de l'ISIS, à Deir Ezzour, offrant aux résidents arabes une plate-forme leur permettant de communiquer leurs griefs à l'administration kurde. Dans ce cadre, il a largement été question de la détention de familles à Al-Hol et il est à noter que le mécanisme mis en place par HD a permis la libération d'environ 600 personnes en décembre.

HD s'est engagé au **Yémen** pour soutenir le processus de paix mené par les Nations Unies, mettant à profit son savoir-faire pour nouer des contacts avec des groupes et des zones difficilement accessibles et pour prendre le pouls des attentes et des doléances de communautés écartées des processus de décision politique depuis plus d'une décennie. Dans un contexte d'hostilités persistantes, HD a organisé une série de rencontres avec des acteurs de toutes les parties au conflit, tant au Yémen, en particulier dans les provinces de Marib et de Jawf, que dans les pays voisins, pour apprécier l'évolution des approches de la gouvernance, dont aucune n'a été sanctionnée par un quelconque processus électoral depuis plus d'une décennie.

L'accord de novembre qui a mis fin aux hostilités entre le Conseil de transition du Sud, soutenu par les EAU et par le gouvernement internationalement reconnu et l'Arabie Saoudite, a gelé les combats à Aden. Il reste toutefois à le mettre en œuvre. Cet accord laisse de nombreuses questions sans réponse, notamment celle du mode de gouvernance futur sur lequel HD a concentré son attention. Tout au long de ses consultations, il a entretenu des contacts réguliers avec l'équipe de l'Envoyé spécial des Nations Unies et informé les ministères européens intéressés de l'état d'avancement de sa mission.

## AFRIQUE

La violence et le coût humain dévastateur des conflits au Moyen-Orient ont largement éclipsé les conflits en Afrique occidentale francophone ces dernières années. Toutefois, la situation a changé en 2019. Le malaise de l'Europe face à l'arrivée de migrants

**En République centrafricaine, HD a intégré l'équipe de médiation de l'Union africaine qui a négocié l'accord de paix de février 2019 entre le gouvernement et 14 groupes armés.**

provenant d'une des régions les plus pauvres du monde s'est transformé en une vive inquiétude face à la montée en flèche de la violence des groupes djihadistes, de la Mauritanie au Soudan en passant par le Sahel. Les médias ont concentré leur attention sur les revers militaires des occidentaux dans la lutte contre le terrorisme, soulignant aussi la nécessité urgente d'une réponse qui ne soit pas exclusivement militaire. Dans ce contexte, l'année 2019 a été marquée par un renforcement de la présence de HD dans la région et par l'obtention de résultats notables en matière de règlement des conflits.

Au **Mali**, au **Niger**, au **Burkina Faso** et en **République centrafricaine**, HD a négocié 14 accords de paix en 2019. Ces accords comportent notamment des dispositions relatives à la réconciliation, à la sécurité, à la justice, au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des combattants, ainsi qu'à la mise en place de mécanismes de contrôle de la paix. Parallèlement à ces accords, qui se sont révélés efficaces pour réduire et prévenir la violence, HD a fourni des services de médiation au plan local, ouvrant la voie à une participation plus active des communautés à la gestion des affaires publiques. Il a aussi favorisé des échanges entre ces communautés et les autorités dont elles relèvent, échanges qui étaient dans certains cas plus que bienvenus.

Le cas du **Mali** met en relief l'importance du défi que représentent pour les autorités nationales de la région du Sahel les attaques djihadistes et la violence intercommunautaire exacerbée par celles-ci : plus de 600 civils auraient trouvé la mort au cours du seul premier semestre de l'année. Quatre ans après l'accord de paix conclu avec les groupes touaregs dans le nord, la montée des violences a contraint le gouvernement à se retirer de vastes zones du centre du Mali, entraînant une rupture dans la continuité des services publics. En 2019, le gouvernement a fait appel aux services de médiation de HD pour la fourniture de services publics et la réouverture d'établissements scolaires. Pour ce faire, il a ouvert des canaux de négociation entre les communautés, les groupes armés et les autorités gouvernementales dans les régions centrales de Mopti et de Ségou. Entre



autres initiatives, HD a aussi continué d'appuyer six réseaux de chefs religieux communautaires de manière à réduire les tensions entre les communautés et à les associer activement aux efforts de prévention de la violence.

Au cours des cinq années précédentes, HD avait œuvré à la mise en place d'un vaste réseau de médiateurs agro-pastoraux locaux, qu'il a également formés. Ce réseau s'étend à présent du **Sahel** à la Mauritanie et au Tchad. HD est ainsi devenu un acteur incontournable du règlement des conflits à l'échelon local. L'accès à l'eau et à d'autres ressources est à l'origine d'affrontements violents entre éleveurs et agriculteurs qui n'ont pas cessé de s'intensifier sous l'effet des changements climatiques, de la pression démographique et de conflits plus larges. HD a continué de développer son réseau de médiateurs. Plus d'un millier d'entre eux ont participé à la négociation de 129 accords en 2019.

En **République centrafricaine**, HD a intégré l'équipe de médiation de l'Union africaine qui a négocié l'accord de paix de février 2019 entre le gouvernement et 14 groupes armés. S'il n'a pas entièrement mis fin aux violences, qui subsistent de manière résiduelle, cet accord a réduit les affrontements armés de manière significative et créé un cadre concret relatif aux questions de sécurité ainsi qu'un mécanisme de justice transitionnelle. Un autre accord a été signé en avril par six groupes armés dans la région orientale de Bria à l'issue d'intenses négociations conduites par HD pour faire cesser les violences qui ont fait de nombreuses victimes à l'échelon local et exacerbé les tensions entre communautés chrétiennes et musulmanes. HD a négocié un accès humanitaire à plusieurs préfectures, permettant aux organisations chargées de l'aide de fournir, notamment, des services de vaccination et autres services aux communautés locales.

Des années de diplomatie menée par HD en tant qu'intermédiaire au **Sénégal** ont débouché sur l'ouverture d'un premier cycle de pourparlers entre les fronts sudistes des rebelles de Casamance et des représentants du gouvernement. HD s'est par ailleurs vu confier le soin de soutenir le processus de médiation mené par la Suisse au **Cameroun** pour mettre un terme au conflit entre le gouvernement et les séparatistes anglophones dans le nord-ouest du pays. Nonobstant le flou entretenu par les autorités sur leur volonté de négocier, HD s'est concentré sur la mise en place d'une plateforme de négociation autonome à laquelle sont associés de nombreux groupes armés et entités politiques engagés dans une lutte pour l'indépendance de l'Ambazonie. Fin 2019, HD avait étendu ses activités au **Togo** où

**HD a développé ses services de médiation dans la partie centrale du Nigéria, où il a lancé un processus de dialogue pour mettre un terme aux affrontements endémiques entre agriculteurs et éleveurs qui ont fait des milliers de victimes et se sont soldés par la destruction de biens.**

il a dispensé une formation à des membres de comités locaux pour la paix regroupés en réseau, créés par le gouvernement pour freiner l'escalade des conflits au plan communautaire.

HD a consacré davantage de ressources à la fourniture de conseils aux gouvernements d'Afrique francophone : au Niger et en République centrafricaine, il a fourni des conseils techniques et un appui aux processus de justice transitionnelle. Une loi rédigée par HD et adoptée par les autorités nigériennes a jeté les bases de l'amnistie d'anciens djihadistes et du versement d'indemnités aux victimes. HD a en outre organisé des discussions dans les cinq pays du G5 Sahel entre 1 250 associations de jeunes, initiative qui encouragé les gouvernements de leurs pays respectifs à mettre en place des stratégies de promotion de l'esprit d'entreprise parmi les jeunes.

Au **Burundi**, la situation politique s'est encore détériorée alors que l'administration du Président Pierre Nkurunziza resserrait son contrôle et adoptait une attitude de plus en plus provocante à l'égard des acteurs internationaux. HD a fourni un appui technique à la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) du Burundi avant l'arrivée d'une nouvelle équipe à la tête de l'institution, fin 2018. Ce changement n'a toutefois pas empêché HD de maintenir des contacts précieux avec toutes les parties à une époque où les autorités avaient mis fin au dialogue avec les acteurs extérieurs.

Les attaques des groupes dissidents de Boko Haram se sont intensifiées dans les États de Borno, Yobe et Adamawa, au nord-est du **Nigéria**, où HD a travaillé sur des initiatives visant à prévenir la violence et à permettre le retour dans des conditions pacifiques de communautés déplacées et profondément traumatisées par le conflit. Les communautés continuent de s'affronter sur des questions ethniques et religieuses et la poursuite de ce conflit vieux de dix ans montre que les forces extrémistes n'ont aucun mal à attirer de nouvelles recrues. HD a favorisé le

dialogue entre les musulmans et les chefs communautaires et élaboré, avec le concours de chefs religieux de premier plan, un document intitulé « Alternative Narrative » qui a été traduit en plusieurs langues en 2019. Ce texte a contribué à promouvoir des relations harmonieuses entre les communautés de confessions distinctes du nord-est du Nigeria et à faire reculer les idées et les convictions de Boko Haram.

De graves violences ont également éclaté dans les États de la partie centrale du Nigeria, théâtre d'affrontements déjà anciens entre groupes religieux ainsi qu'entre agriculteurs et éleveurs. Des résultats notables ont été obtenus grâce aux réseaux de la paix mis en place dans les États de Jos et de Kaduna avec le concours de HD. Ceux-ci ont été étendus à l'État de Benue, en 2019, où HD a organisé des réunions avec les chefs communaux.



taires et religieux de manière à mobiliser la population au plan local et à la sensibiliser sur le système communautaire en ligne d'alerte précoce et de réaction rapide, lequel s'est révélé utile aux réseaux pour suivre la situation et y répondre. HD a développé ses services de médiation dans la partie centrale du Nigéria, où il a lancé un processus de dialogue pour mettre un terme aux affrontements endémiques entre agriculteurs et éleveurs qui ont fait des milliers de victimes et se sont soldés par la destruction de biens. Ces efforts ont abouti à la signature en décembre 2019 d'un accord initial entre les communautés concernées qui sont convenues de recourir au dialogue pour mettre fin au conflit et de confier le soin à HD de conduire les échanges. HD a également fourni un appui à la commission électorale nigériane à l'approche des élections présidentielles et des élections des gouverneurs dans les États de Benue, Kaduna, Plateau et Nasarawa, par la diffusion de messages de paix et autres activités qui ont contribué au bon déroulement du scrutin.

L'échéance fixée à 2019 pour la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale de transition au **Sud-Soudan** n'a pas été respectée. L'enlèvement du processus politique engagé pour tourner la page de cinq années de guerre civile dévastatrice a renforcé encore la nécessité de mesures humanitaires : la survie de plus de la moitié de la population dépend de l'aide étrangère. HD, de concert avec le Kenya, l'Ouganda et l'Éthiopie, et avec la mission des Nations Unies au Soudan, a engagé une initiative en faveur d'un dialogue informel sur les questions humanitaires de manière à sécuriser l'acheminement de l'aide.

En mars, à Dar es Salaam, une réunion rassemblant des représentants du gouvernement, de l'opposition ainsi que des donateurs et des organisations humanitaires, organisée par le bureau de Nairobi de HD et par son équipe de médiation humanitaire basée à Genève a abouti à l'adoption d'un protocole d'urgence sur les communications et l'accès qui a ouvert un espace pour l'acheminement d'une aide médicale dans l'État d'Equatoria. Ce protocole prévoit notamment la formation d'agents de santé communautaires à la préparation et à l'intervention face à Ebola dans les zones contrôlées par l'opposition du Front national du salut, le long de la frontière avec la République démocratique du Congo. Cette région étant en grande partie fermée aux organismes de secours, il en résulte une des pires situations humanitaires qu'ait connu le pays.

HD a maintenu un engagement actif en **Somalie** où les relations entre le gouvernement fédéral, d'une part, et, d'autre part, le

**HD a maintenu un engagement actif en Somalie où les relations entre le gouvernement fédéral, d'une part, et, d'autre part, le Somaliland et les États membres fédérés, sont marquées par des tensions et une insécurité croissantes qui pourraient s'aggraver encore lorsqu'il s'agira de préparer les élections parlementaires et présidentielles de 2020 et 2021.**

Somaliland et les États membres fédérés, sont marquées par des tensions et une insécurité croissantes qui pourraient s'aggraver encore lorsqu'il s'agira de préparer les élections parlementaires et présidentielles de 2020 et 2021. HD a poursuivi son action diplomatique en tant qu'intermédiaire entre le Gouvernement fédéral somalien et le Somaliland afin de rétablir le dialogue, rompu en 2015. Au terme de plusieurs mois de travail préparatoire, il a convaincu les deux parties d'aborder la question et a organisé une réunion, tenue en juin, à laquelle celles-ci et des acteurs internationaux ont participé, un fait inédit depuis l'interruption du dialogue.

HD a également facilité des contacts entre le Somaliland et le Puntland dans l'objectif de mettre fin aux affrontements armés autour de Tukaraq, ville frontalière disputée. Bien que le degré de tension soit demeuré élevé, les deux parties sont convenues de suspendre les attaques, de mettre fin à l'escalade des opérations militaires et d'œuvrer en faveur d'un règlement du conflit à long terme. Un troisième volet d'activités de HD a consisté à mettre en place, de concert avec le Ministère de l'Intérieur, du Fédéralisme et de la Réconciliation, un cadre de réconciliation nationale et à désamorcer les frictions entre le gouvernement fédéral et les États membres fédéraux qui l'accusent d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Après des décennies de conflit entre le Gouvernement du **Mozambique** et les rebelles de la Renamo, l'année 2019 a marqué un tournant avec la signature par les deux parties d'un accord de cessation des hostilités, puis, une semaine plus tard, avec celle de l'accord historique de Maputo pour la paix et la réconciliation. L'accord de Maputo a ouvert la voie au déroulement pacifique des élections générales. HD soutenait les efforts de médiation depuis 2014, mais les accords susmentionnés sont l'aboutissement d'un processus de paix engagé en 2017.





HD a aussi été associé à une équipe chargée de maintenir un dialogue constant entre les responsables politiques. Il a également dispensé des conseils techniques en relation avec un processus complexe prévoyant l'adoption d'une loi d'amnistie et des mesures de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que l'incorporation des éléments de la force Renamo dans l'armée et la police.

Le **Zimbabwe** entrant dans l'ère post-Mugabe, HD a pris contact avec des interlocuteurs de haut niveau de l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (ZANU-PF), parti au pouvoir, et du Mouvement pour le changement démocratique (parti d'opposition) pour favoriser le dialogue et écarter le risque de confrontations violentes. HD est parvenu à établir des relations entre certains membres des partis rivaux, mais le différend entre le président Mnangagwa et le chef de l'opposition Nelson Chamisa quant aux résultats des élections de 2018 ayant conduit à une impasse, il a remis à plus tard ses projets en faveur d'un engagement plus large associant les anciens combattants et des responsables de mouvements de jeunes.

## EURASIE

---

Après sept années d'hostilités dans le Donbass, la situation en **Ukraine** devient critique. Le gouvernement de Kiev et les rebelles, soutenus par la Russie, qui contrôlent le Donbass, campent fermement sur leurs positions. Il s'ensuit que le processus de paix de Minsk est au point mort. Parallèlement, la polarisation entre Kiev et Moscou s'accroît au fur et à mesure du refroidissement des relations entre la Russie et l'Occident. L'élection d'un nouveau président en Ukraine, à la mi-2019, a fait naître une lueur d'espoir quant à la reprise des relations. Après des années d'engagement discret en coulisses avec toutes les parties, HD a continué de travailler sur des axes de dialogue pouvant offrir une plate-forme pour le règlement du conflit.

HD a organisé des dialogues officiels entre des responsables des quatre pays du Format Normandie plus les États-Unis, ainsi que de larges consultations avec des responsables et des décideurs politiques à Kiev, au Donbass et à Moscou lors desquelles des questions essentielles, telles que celles du maintien de la paix, de l'amnistie et d'éventuels accords de gouvernance concernant les territoires contestés, ont été abordées. Ces discussions se sont appuyées sur des documents d'orientation établis par des experts internationaux. Ils ont été communiqués aux parties au

conflit et certains aspects ont transparu dans les déclarations publiques de décideurs politiques. L'action menée de longue date par HD en faveur du dialogue avec toutes les parties au conflit a porté ses premiers fruits dans les domaines de la gestion des risques écologiques en Ukraine, de la reprise des échanges économiques et du développement d'initiatives de réconciliation. Pour ce qui est du volet écologique, les participants ont mis en place un système d'alerte précoce et contribué à l'élaboration d'un projet de protection de l'environnement de l'OSCE. Plus récemment, ils sont convenus d'élaborer des plans conjoints pour la fermeture d'une zone de charbonnage en péril. Sur les questions économiques, HD a semé quelques idées qui ont été reprises par l'administration pour faciliter le transport de marchandises à travers la ligne de contact et établir des zones de libre-échange. Le groupe conjoint sur la réconciliation, qui se réunit à intervalles réguliers, a récemment publié un document d'information sur les parcours de victimes des deux côtés de la ligne de contact qui a reçu un bon accueil.

HD s'est également employé à saisir d'éventuelles occasions offertes par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration après les élections. Trois réunions ont été organisées par ses soins, auxquelles ont participé des fonctionnaires et experts d'Ukraine, de Russie, d'Allemagne, de France et des États-Unis qui ont étudié des mesures visant à redynamiser le processus de paix de Minsk. Leurs propositions ont ensuite été communiquées par HD aux décideurs politiques des deux bords.

En **Moldavie**, HD a continué de fournir un appui au processus de dialogue officiel mené par l'OSCE entre le Parlement moldave et le Soviet suprême de Transnistrie.

En **Serbie** et au **Kosovo**, HD a soutenu le processus officiel de négociation mené par l'UE en vue du retour à la normale dans les relations entre les deux pays.

## ASIE

Sur fond de montée des tensions entre grandes puissances en Asie, HD a fourni des services de médiation classiques en vue du règlement de conflits opposant des gouvernements et des groupes armés en Asie du Sud-Est et, de manière plus novatrice, s'est penché sur les sources de tension géopolitique en Asie du Nord-Est. À cet égard, il a facilité des échanges entre des experts chinois et américains sur les nouvelles menaces



**Photo** : La police cambodgienne se prépare au possible retour du chef de l'opposition exilé - © EPA-EFE/Kith Serey



**HD, qui fournit un appui technique au processus de paix, est intervenu dans le sud philippin pour aider les deux fronts à finaliser un plan de développement commun et à mettre en place des mécanismes formels et informels de règlement ou de prévention des conflits à l'échelon local.**

liées aux applications militaires de l'intelligence artificielle qui se développent rapidement. Nonobstant les tensions entre les deux pays, les mesures de confiance et les mécanismes de gestion des crises proposées par les participants aux séminaires organisés par HD sur la question ont été favorablement accueillies par les deux gouvernements. HD a également facilité des échanges entre spécialistes du droit maritime afin de mettre en relief les différences dans l'interprétation du droit qui sont à l'origine des tensions croissantes en mer de Chine méridionale, et de réfléchir aux moyens de les apaiser.

En 2019, pour étayer leurs positions respectives, les États rivaux requérants en mer de Chine méridionale, dont la **Chine**, la **Malaisie**, le **Vietnam** et les **Philippines**, se sont essentiellement appuyés sur les instruments relatifs aux navires de pêche et non pas de guerre. Au cours des deux années précédentes, HD avait facilité des échanges entre les organismes chargés de faire appliquer le droit maritime et les requérants sur l'élaboration de principes de fonctionnement communs pour prévenir de nouveaux incidents pouvant conduire à des incidents plus graves. Ce processus a pris de l'ampleur en 2019 puisque HD a soumis des projets de conférences des parties pour examen à la première réunion officielle des organismes chargés de faire appliquer le droit maritime de l'ANASE et de la Chine. Lors d'une réunion ultérieure tenue à Pékin, des experts des cinq pays se sont mis d'accord sur des lignes directrices relatives à la mise en œuvre de ces projets de conférences. HD a également favorisé la mise au point, par des scientifiques et des décideurs politiques des cinq pays, d'une approche commune pour la gestion de l'environnement marin et le contrôle des stocks de poissons dont l'épuisement s'accélère. Environ quatre millions de pêcheurs de la région en dépendent et la convergence de vues des États requérants rivaux sur cet intérêt ouvre de nouvelles perspectives en matière de coopération. Il pourrait en résulter un apaisement des tensions suscitées par ces eaux contestées.

HD a également travaillé de concert avec la Chine, partie prenante internationale la plus influente au **Myanmar**. Il est de l'intérêt particulier de Pékin que la stabilité règne le long du couloir économique reliant la Chine à l'océan Indien mais celle-ci, en tant que pays voisin et puissance régionale, a une influence sur certaines organisations armées ethniques engagées depuis des décennies dans des hostilités avec la Tatmadaw (armée du Myanmar). La dirigeante birmane, Aung San Suu Kyi, a fait de la conclusion d'un accord national de cessez-le-feu la priorité de son gouvernement mais le processus y relatif, qui accusait déjà une certaine lenteur, s'est retrouvé au point mort après le retrait de deux des dix groupes armés qui l'avaient signé. Fin 2018-début 2019, les rébellions se sont multipliées dans les États de Rakhine et de Shan. Des affrontements entre groupes armés ont semé de nouveaux obstacles sur le chemin de la paix. Par ses échanges avec des groupes parmi les plus difficiles d'accès n'ayant pas signé le cessez-le-feu, HD a facilité la conclusion d'accords de cessez-le-feu à l'échelon local qui ont permis l'acheminement d'une aide humanitaire et le retour de familles déplacées. Les échanges réguliers avec le Gouvernement, la Tatmadaw et des signataires de l'accord de cessez-le-feu national sur la réforme du secteur de la sécurité ont redynamisé les discussions sur la question plus générale du processus de paix.

En 2019, dans l'île de Mindanao, aux Philippines, le transfert officiel de l'autorité à la Région autonome de Bangsamoro, dans le Mindanao musulman, a marqué un tournant dans le rétablissement de la paix. Cette mesure, qui s'inscrit dans le prolongement des accords conclus entre le gouvernement et le Front islamique de libération moro (MILF) et entre le MILF et le Front national de libération moro, s'est accompagnée d'une diminution des pertes en vies humaines et de la reprise de l'économie. La menace de nouveaux conflits n'est toutefois pas écartée. HD, qui fournit un appui technique au processus de paix, est intervenu dans le sud philippin pour aider les deux fronts à finaliser un plan de développement commun et à mettre en place des mécanismes formels et informels de règlement ou de prévention des conflits à l'échelon local. À Sulu, avec le concours d'acteurs locaux de l'entreprise de médiation Tumikang Sama-Sama, HD a contribué à la formulation, par le MNLF et l'armée philippine, de propositions pour la création d'un mécanisme de coordination formel, propositions qui ont été soumises aux deux parties pour approbation. HD a également ouvert des canaux de communication afin d'encourager les communautés de la région de Bangsamoro à porter plainte auprès des autorités plutôt que de recourir à la violence.

La répression de l'opposition politique au **Cambodge** en 2018 et en 2019 a aggravé les tensions et la menace de violences, réduisant d'autant la marge de manœuvre pour contribuer à l'atténuation de la fracture politique. HD est resté en contact avec les députés du parti au pouvoir et avec les membres de partis d'opposition.

Une élection en **Indonésie** a retardé les réunions exploratoires entre les responsables gouvernementaux et les représentants de la communauté papoue. HD a cependant continué de collaborer avec ses partenaires, le réseau pour la paix en Papouasie (PPN) et l'Institut indonésien des sciences (LIPI), pour préparer le terrain à un dialogue sur le règlement d'une insurrection indépendantiste déjà ancienne. Une centaine de personnes ont trouvé la mort lors d'émeutes anti-indonésiennes en août et en septembre, lors de la pire flambée de violence qu'ait connue la Papouasie depuis des décennies. Ces incidents ont compliqué les perspectives de dialogue entre les deux parties. La réélection du président Joko Widodo a été l'occasion d'intensifier la coopération avec une série de départements gouvernementaux et de relancer les plans de dialogue. HD a également soutenu les efforts déployés par les médias locaux en Papouasie pour renforcer le soutien au dialogue sur le terrain en Papouasie.

## AMÉRIQUE LATINE

---

Après avoir suivi de près l'évolution de la situation en Amérique latine pendant plusieurs années, HD a lancé son premier projet dans la région, au **Nicaragua**, où des mouvements de protestation ponctuels ont débouché mi-2018 sur l'expression d'un mécontentement politique plus large et d'une volonté de changement politique majeur. Il en a résulté des confrontations violentes avec les forces de police et une vague de répression politique. HD a tissé une relation de confiance avec diverses parties prenantes clés au fil des mois, endossant différents rôles à divers stades de la médiation pour prévenir de nouvelles violences et contribuer à un règlement pacifique et négocié de la crise politique.

# GOVERNANCE DE HD — LE CONSEIL

**HD est supervisé par un Conseil, autorité suprême de la Fondation.** Le Conseil tient deux réunions annuelles et se compose de trois comités :

- le Comité audit et finances, qui contrôle la gestion financière de l'organisation ;
- le Comité opérationnel, qui supervise le programme des activités ; et
- le Comité des nominations, qui est chargé de sélectionner de nouveaux candidats qualifiés pour la fonction de membre du Conseil.

Celui-ci en compte actuellement treize, qui siègent tous à titre bénévole et privé.

Le mandat de M. Jermyn Brooks a pris fin en 2019. HD tient à le remercier pour tout ce qu'il a apporté à l'organisation et salue son appui sans faille aux activités de HD au service de la paix et au développement de l'institution ces dernières années.

En 2019, le Conseil de HD a accueilli deux nouveaux membres, Dewi Fortuna Anwar et Joanne Liu, tandis que l'organisation continuait de se développer et qu'elle s'apprêtait à étendre ses activités à l'échelle internationale.

\*\*\*



**M. ESPEN BARTH EIDE**  
**PRÉSIDENT DU CONSEIL**

M. Espen Barth Eide siège au Parlement norvégien, où il représente le Parti travailliste. Avant son élection, en septembre 2017, il avait été le Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour Chypre de 2014 à 2017. Il a également exercé les fonctions de directeur et de membre du Conseil d'administration du Forum économique mondial à Genève, de 2014 à 2016, et celle de Ministre des affaires étrangères de Norvège, de 2012 à 2013. Pendant ses dix années de présence au gouvernement (de 2000 à 2001 puis de 2005 à 2013), M. Eide a aussi occupé les fonctions de Ministre de la Défense, Ministre adjoint des affaires étrangères et Ministre adjoint de la défense. Avant cela, il était chercheur à l'Institut norvégien des affaires internationales (NUPI), dont il a également dirigé le Département de politique internationale. M. Eide a intégré le Conseil de fondation de HD en 2013 et en a été élu Vice-président en 2015, puis Président en 2019.



**M. L'AMBASSADEUR  
PIERRE VIMONT**  
**VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL**

Monsieur l'ambassadeur Pierre Vimont est chercheur associé à Carnegie Europe. Ses travaux portent sur la politique européenne de voisinage, les relations transatlantiques et la politique étrangère française. De 2010 à 2015, il a été Secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne

et ce, au terme d'une carrière de 38 ans dans la diplomatie française pendant laquelle il a exercé, notamment, les fonctions d'ambassadeur de France aux États-Unis (de 2007 à 2010) et d'ambassadeur de France auprès de l'Union européenne (de 1999 à 2002). Il a également été le directeur de cabinet de trois anciens ministres français des affaires étrangères. M. Vimont fait partie des rares diplomates français à avoir été élevé au rang d'ambassadeur de France, distinction octroyée à vie. Il est en outre Chevalier de l'ordre national du Mérite de la République française. Pierre Vimont a intégré le Conseil de fondation de HD en 2015, l'a présidé de 2016 à 2019, et en est aujourd'hui le Vice-Président.



**MME SARAH F. CLIFFE**  
**PRÉSIDENTE DU COMITÉ**  
**DES OPÉRATIONS**

Mme Sarah Cliffe dirige le Centre sur la coopération internationale de l'université de New York. Auparavant, elle a été représentante spéciale de la Banque mondiale pour le *Rapport sur le développement dans le monde : conflits, sécurité et développement*. Elle a également exercé les fonctions de Conseillère spéciale et de Sous-secrétaire générale pour les capacités civiles auprès de l'ONU. Mme Cliffe travaille depuis plus de 25 ans dans des pays sortant d'un conflit ou ayant entamé un processus de transition politique, notamment l'Afghanistan, l'Afrique du Sud, le Burundi, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, Haïti, l'Indonésie, le Libéria, le Mali, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Somalie, le Soudan du Sud et le Timor oriental. À la Banque mondiale, elle a travaillé sur les questions relatives à la reconstruction post-conflit, au développement orienté sur les communautés et à la réforme de la fonction publique. Cheffe de mission pour le programme de la Banque mondiale au Timor oriental (de 1999 à 2002), elle a ensuite dirigé le Groupe pour les États fragiles et touchés par un conflit (de 2002 à 2007) avant d'occuper le poste de directrice de la Stratégie et des Opérations pour la région Asie de l'Est et Pacifique (de 2007 à

2009). Mme Cliffe a également travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement au Rwanda, le gouvernement sud-africain et le COSATU (Congrès des syndicats sud-africains), ainsi que pour une importante société de conseil en gestion du Royaume-Uni sur des questions relatives à la réforme du secteur public. Elle a intégré le Conseil de fondation de HD en 2015.



**M. NEIL JANIN**  
**PRÉSIDENT DU COMITÉ**  
**DES NOMINATIONS**

Directeur émérite de McKinsey & Company, M. Neil Janin conseille actuellement des cadres dirigeants sur les questions de stratégie et de direction. Il est également président du conseil d'administration de la Banque de Géorgie et membre du conseil d'administration d'Ipsos SA et de plusieurs organisations à but non lucratif. Au cours de ses 27 années au service de McKinsey & Company, il est intervenu dans tous les domaines de la pratique organisationnelle : conception, fonctions de direction, gouvernance, amélioration des performances, transformation et changement de culture. Avant d'intégrer le cabinet de conseil en gestion, M. Janin a travaillé pour la Chase Manhattan Bank, à New York et à Paris, et pour Procter & Gamble, à Toronto. Membre du Conseil de fondation de HD depuis 2013, il en préside également le Comité des nominations.



**M. ARMIN SLOTTA**  
**PRÉSIDENT DU COMITÉ DE LA**  
**VÉRIFICATION ET DES FINANCES**

M. Armin Slotta a travaillé pendant plus de 30 ans pour PricewaterhouseCoopers (PwC), où il a acquis des compétences solides en matière de soutien aux organisations et sociétés multinationales en conseillant des dirigeants et des gestionnaires du monde entier. De 2015 à 2017, M. Slotta a dirigé le programme d'innovation de PwC en Allemagne et a dirigé le Foreign Business Network de PwC, qui développe des solutions fondées sur les « mega trends » ou « tendances de fond » et les nouvelles technologies. Il a également dirigé le Foreign Business Network en Allemagne, lequel aide ses clients allemands à élaborer et à appliquer des stratégies à l'étranger, en particulier sur les marchés en développement. M. Slotta a en outre appartenu à l'équipe de direction de l'activité Assurance de PwC Allemagne jusqu'en 2015, période pendant laquelle il a dirigé plusieurs services de l'entreprise, notamment les services de conseil en marchés de capitaux et en expertise comptable, ainsi que le département d'audit de Francfort, dans la région Rhin-Main. De 2013 à 2019, il a occupé la fonction de Vice-président et Trésorier de la Chambre de commerce américaine en Allemagne. En 2019, il a intégré le secrétariat de Transparency International en tant que conseiller principal du programme pour l'intégrité des entreprises. M. Slotta est membre du Conseil de fondation depuis 2018.



**PROFESSEUR DEWI**  
**FORTUNA ANWAR**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

Mme Dewi Fortuna Anwar est professeure et chercheuse à l'Institut indonésien des sciences (LIPI), où elle a également occupé, de 2001 à 2010, le poste de Vice-Présidente du Conseil des sciences sociales et humaines. Membre de l'Académie indonésienne des sciences, Mme Anwar est également Vice-Présidente du Habibie Center, à Jakarta, dont elle a par ailleurs présidé l'Institut de la démocratie et des droits de l'homme. De 2010 à 2017, Mme Fortuna Anwar a été Secrétaire adjointe aux Affaires politiques du Vice-Président indonésien Boediono, puis adjointe chargée des services d'appui aux politiques gouvernementales auprès du Vice-Président indonésien, Jusuf Kalla. De 1998 à 1999, elle a également occupé les postes d'assistante du Vice-Président chargée des relations internationales/mondiales et de Ministre adjointe/Secrétaire d'État aux affaires étrangères pendant la présidence Habibie. Mme Anwar siège au conseil d'administration de plusieurs organisations, dont le Stockholm International Peace Research Institute, le Center for Information and Development Studies, à Jakarta, ainsi que l'organisation Shift et l'Asia Society, qui ont toutes deux leur siège à New York. Mme Anwar est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise de la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres ainsi que d'un doctorat en science politique de l'Université Monash, en Australie. Mme Dewi Fortuna Anwar a intégré le Conseil de fondation de HD en 2019.



**MME GRACE FORREST**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

Mme Grace Forrest est l'une des fondatrices de Walk Free, groupe international de défense des droits de l'homme consacré à l'éradication des formes modernes d'esclavage. Créé en 2011, Walk Free est devenu une des principales organisations antiesclavagistes dans le monde. Mme Forrest a passé beaucoup de temps en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, où elle a principalement utilisé la photographie et le récit pour faire connaître les histoires des victimes de l'esclavage moderne. Elle s'intéresse en particulier aujourd'hui aux communautés de réfugiés. Elle représente régulièrement Walk Free dans des forums internationaux, notamment lors d'événements aux Nations unies et au Vatican. Mme Forrest est directrice de la Fondation Minderoo et membre du Conseil des avocats du Fonds pour la liberté. Elle a précédemment travaillé à l'Institut Legatum en tant qu'analyste de recherche sur le déplacement de personnes au plan mondial. En 2018, elle est devenue la plus jeune ambassadrice de bonne volonté de l'Association australienne pour les Nations Unies pour la lutte contre l'esclavage. La même année, Mme Forrest a reçu le prix Abolitionniste de Nomi Network pour son travail visant à mettre fin à l'esclavage moderne. Elle a remporté le prix humanitaire de l'année décerné par GQ Australia et a été sélectionnée parmi les dix leaders mondiaux de l'initiative « One Young World's Young Leaders Against Sexual Violence ». Mme Forrest a intégré le conseil d'administration de HD en 2017.



**MME AMEERAH HAQ**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

Mme Ameerah Haq a été vice-présidente du Groupe indépendant de haut niveau pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (ONU) et Secrétaire générale adjointe de l'ONU pour l'appui aux missions de 2012 à 2014. Elle cumule plus de 39 années d'expérience aux Nations Unies, dont 19 sur le terrain. Mme Haq a exercé les fonctions de Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Mission intégrée des Nations Unies au Timor oriental. Auparavant, elle avait été Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Coordinatrice résidente des Nations Unies au Soudan et en Afghanistan, ainsi que Coordinatrice résidente des Nations Unies en Malaisie et au Laos. Elle a en outre occupé plusieurs postes à responsabilité au sein du Programme des Nations Unies pour le développement. Mme Haq est mère de deux enfants, un garçon et une fille de 36 et 34 ans. Aujourd'hui retraitée, Mme Haq intervient en tant que conférencière invitée dans de nombreuses universités aux États-Unis et en Europe, ainsi que dans de nombreux groupes de réflexion et instituts de recherche. Depuis décembre 2019, Mme Haq est présidente du Conseil mondial du BRAC, ONG créée au Bangladesh par feu Sir Fazle Hasan Abed. BRAC est actuellement l'ONG internationale la plus importante du point de vue de ses effectifs. Elle a intégré le Conseil d'administration de HD en 2015.



**DR JAKOB KELLENBERGER**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

M. Kellenberger a été Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de 2000 à 2012. Ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères et Chef de la direction des affaires politiques au ministère suisse des affaires étrangères de 1992 à 1999, il a également travaillé pour les ambassades suisses à Madrid, Bruxelles et Londres. Entre 1984 et 1992, il a dirigé le Bureau de l'intégration européenne, d'abord comme Ministre, puis comme Ambassadeur chargé des relations avec l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange. M. Kellenberger enseigne à la faculté de droit de l'université de Salamanque en Espagne. Outre ses fonctions de membre du Conseil de fondation de HD depuis 2012, M. Kellenberger est président du conseil d'administration de Swisspeace, membre honoraire de l'American Society of International Law, ainsi que membre du Conseil stratégique de Swiss Re. M. Kellenberger a reçu le Grosses Verdienstkreuz mit Stern en 2012 et a été élevé au rang de Commandeur de la Légion d'Honneur en 2013.



**DR JOANNE LIU**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

Présidente internationale de Médecins sans frontières (MSF) de 2013 à 2019, Mme Joanne Liu a joué un rôle de premier plan lors de crises humanitaires médicales liées, notamment, à l'épidémie

d'Ebola en Afrique de l'Ouest, à des attaques contre des hôpitaux et à des déplacements forcés. Femme de terrain, elle compte à son actif plus de vingt missions médicales et humanitaires menées pour MSF. Diplômée de la faculté de médecine de l'Université McGill, elle a obtenu une bourse de recherche en pédiatrie d'urgence et possède un Master en gestion sanitaire. Dans le cadre de ses activités, Mme Liu a notamment élaboré un programme de soins intégrés pour les victimes de violences sexuelles et créé une plateforme de télémédecine permettant aux médecins des zones rurales de communiquer avec des spécialistes du monde entier. Mme Liu exerce toujours la médecine, que ce soit dans le cadre d'actions de terrain avec MSF ou de services de garde hospitalière, à Montréal, sa ville natale. Elle croit fermement en la capacité unique de MSF d'intervenir sur le terrain et de fournir des soins de qualité élevée, axés sur les besoins du patient. Mme Liu a rejoint le Conseil de fondation de HD en 2019.



**MONSIEUR L'AMBASSEUR**  
**RAYMOND LORETAN**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

Monsieur l'ambassadeur Raymond Loretan, président du conseil d'administration d'une importante société de santé et d'hôtellerie en Suisse, s'est engagé dans le domaine de la diplomatie en 1983. Il a été Secrétaire diplomatique du Secrétaire d'État suisse aux affaires étrangères et conseiller personnel du Président de la Suisse (1990) et Ministre de la défense, puis de la justice. Il a ensuite été ambassadeur de Suisse à Singapour et Consul général à New York. En 2007, il a rejoint le secteur privé. Il est président ou membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés et fondations suisses. Il a également été secrétaire général du Parti démocrate-chrétien suisse de 1993 à 1997 et président du conseil d'administration de la société suisse de radiodiffusion (SRG SSR) de 2012 à 2015. Depuis 2016, il est président du Club diplomatique de Genève. Il a intégré le conseil d'administration de HD en 2011.



**DR 'FUNMI OLONISAKIN**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

Mme Funmi Olonisakin est Vice-présidente et directrice principale du King's College de Londres, où elle intervient sur les questions de sécurité, de leadership et de développement. Elle a également dirigé l'African Leadership Centre qu'elle a elle-même créé pour contribuer à former la prochaine génération d'universitaires et de spécialistes africains et favoriser une approche novatrice des questions de sécurité et de développement en Afrique. De 2003 à 2013, Mme Olonisakin a exercé les fonctions de directrice du Groupe conflit, sécurité et développement du King's College. Elle avait auparavant travaillé pour le bureau du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés. Mme Olonisakin est également l'un des sept membres du groupe consultatif d'experts des Nations Unies chargé d'examiner l'architecture de la consolidation de la paix. Elle est aussi membre du groupe consultatif d'experts de l'ONU pour l'étude sur l'apport des jeunes aux processus de paix et au règlement des conflits. En janvier 2016, Mme Olonisakin a été nommée Professeure émérite au Département de sciences politiques de l'Université de Pretoria. Son travail vise à établir un pont entre les milieux universitaires, le monde politique et le terrain. Elle a consacré ses plus récents travaux de recherche à la définition de nouvelles approches de construction de la paix et d'édification de l'État en Afrique, ainsi que sur l'avenir de la paix, de la société et de l'État dans cette région. Mme Olonisakin est membre du Conseil de fondation de HD depuis 2013 et préside également le Conseil consultatif international de l'Institut Thabo Mbeki pour l'African Leadership.



**MONSIEUR L'AMBASSADEUR**  
**HERMAN SCHAPER**  
**MEMBRE DU CONSEIL**

L'ambassadeur Herman Schaper est titulaire de la Chaire Peter Kooijmans pour la paix, le droit et la sécurité de l'Université de Leyde, à La Haye, et siège à la Première chambre du Parlement néerlandais. Auparavant, il a fait une carrière remarquable au Ministère néerlandais des affaires étrangères, où il a occupé les fonctions de représentant permanent des Pays-Bas auprès des Nations unies à New York (2009 à 2013) et de Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'OTAN (2005 à 2009). Il a également occupé plusieurs autres postes au sein du Ministère, notamment celui de directeur général adjoint pour les affaires politiques, de directeur du département de la sécurité et de directeur du département européen. De 1981 à 1982, l'ambassadeur Schaper a été membre de la deuxième chambre du Parlement néerlandais pour le parti politique D66. Il a publié de nombreux ouvrages sur la politique étrangère néerlandaise, la sécurité européenne, les relations transatlantiques, l'OTAN et les Nations unies. L'ambassadeur Schaper a rejoint le Conseil d'administration de HD en 2015.

\* \* \*



**DR JAVIER SOLANA**  
**PRÉSIDENT D'HONNEUR**

Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne et Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne de 1999 à 2009, M. Javier Solana a également exercé les fonctions de Secrétaire général de l'OTAN de 1995 à 1999 et de Ministre des affaires étrangères d'Espagne de 1992 à 1995. Président du Center for Global Economy and Geopolitics de l'ESADEgeo, il est Distinguished Fellow pour les questions de politique étrangère à la Brookings Institution. M. Solana est également Président de l'Aspen Institute en Espagne, Senior Fellow de la Hertie School of Governance et professeur invité à la London School of Economics.



**M. ANDREW FORREST**  
**MÉCÈNE INTERNATIONAL**

M. Andrew Forrest est l'un des philanthropes les plus actifs et des chefs d'entreprise les plus prospères d'Australie. M. Forrest est président du Fortescue Metals Group et président et cofondateur de la Fondation Minderoo. Il a récemment obtenu un doctorat en écologie marine et se passionne pour la conservation des océans. En 2019, il a été annoncé comme parrain de la nature de l'UICN et est membre du Comité consultatif scientifique du Programme des Nations unies pour l'environnement sur l'évaluation des déchets marins et des micro-plastiques. Il est le mécène mondial du Centre pour le dialogue humanitaire, a reçu la médaille du sport et la médaille du centenaire de l'Australie et a été le premier lauréat du prix de l'impact social des anciens élèves de l'Année européenne. Il a cofondé Walk Free, groupe destiné à mettre fin aux formes contemporaines d'esclavage, et Generation One, structure créée pour promouvoir l'égalité des chances entre tous les Australiens.

# FINANCEMENT

## HD a poursuivi sa croissance régulière en 2019, le montant de ses recettes atteignant 41,2 millions de francs suisses.

HD reçoit à la fois des contributions stratégiques générales et un soutien financier dédié à des projets ciblés, ces deux types de fonds étant essentiels à ses activités. Le financement stratégique garantit l'indépendance de HD, améliore son efficacité et stimule sa croissance et ses innovations. Il lui confère de la souplesse dans la planification des activités de HD et assure leur continuité. Face à l'évolution rapide de la dynamique des conflits, ce type de financement souple permet à l'organisation de réagir rapidement face à de nouvelles opportunités ou à des menaces pour la vie humaine, et d'établir et de maintenir des canaux de communication fiables. Constituant la majorité des revenus de HD, les financements dédiés permettent à l'organisation d'avoir un portefeuille de projets global et diversifié : en 2019, HD a travaillé sur plus de 45 projets dans certains des conflits les plus violents et les plus fragmentés du monde en Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), en Amérique latine, en Eurasie et en Asie.

HD est né avec des fonds généraux provenant de Suisse et des institutions de la Croix-Rouge. Pendant sa deuxième année d'existence, et avec le projet d'Aceh en cours, le mode de financement pour la première décennie a été établi. Le soutien des pays nordiques, avec un financement global du Royaume-Uni, est venu s'ajouter aux racines suisses de HD. À mi-parcours de cette première période, la Norvège a signé un accord-cadre pluriannuel. Grâce au soutien combiné de ce petit groupe de donateurs, HD a pu développer la Phase I de son modèle de médiation, contribuant aux premiers résultats de la diplomatie privée moderne.

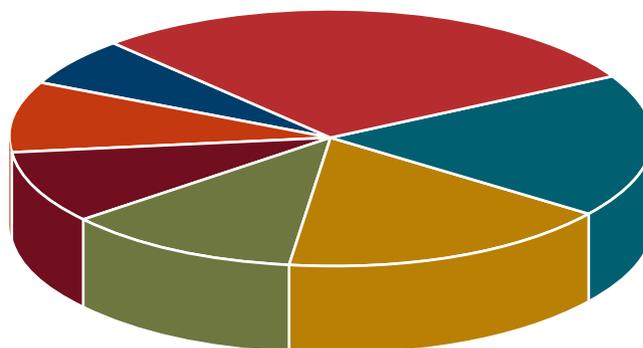
Alors que ce modèle de financement s'imposait et que les donateurs ressentaient un besoin accru d'initiatives durables à plusieurs voies menées par des acteurs non étatiques, la deuxième décennie d'existence de HD a été marquée par un soutien financier déterminant de la part de l'UE, de l'Allemagne et des Pays-Bas, ce dernier ayant même conclu un accord de partenariat stratégique avec

HD. Le financement privé a également progressé. Malgré le retrait du Royaume-Uni du financement global, HD compte désormais plus de dix principaux donateurs, l'Australie et le Canada fournissant une part importante du financement des programmes.

HD a conservé un solide ancrage en Suisse, ce qui lui permet d'assurer une médiation impartiale et neutre depuis sa base à Genève. Il dépend d'un financement fiable de pays scandinaves qui l'incitent à faire preuve d'excellence et à améliorer ses programmes, notamment en les rendant plus inclusifs et durables. HD fonctionne avec le puissant soutien de l'UE et de Berlin et reste financièrement solide et agile grâce à son partenariat néerlandais et à l'appui apporté par le Canada à ses programmes. Les principaux donateurs privés aident HD à innover et à se développer, et un accord conclu en 2020 avec l'Australie a jeté les bases d'une action efficace de l'organisation dans la région Asie-Pacifique.

HD est reconnaissant envers tous ceux qui ont contribué à son travail au cours des deux dernières décennies. Grâce à leur soutien financier, et dans certains cas politique et stratégique, il a pu se développer et apporter sa vision et son expertise dans presque toutes les grandes zones de conflit du monde. HD est reconnaissant envers la Ville de Genève de lui avoir laissé la jouissance de la Villa Plantamour comme siège, offrant à HD un cadre exceptionnel, neutre et discret d'où il peut mener son action en faveur de la paix.

## LES DÉPENSES DE HD EN 2019



### Légende

- Afrique francophone – 29%
- Moyen-Orient et Afrique du Nord – 18%
- Asie – 17%
- Afrique anglophone et lusophone – 12%
- Médiation humanitaire – 9%
- Eurasie – 9%
- Appui à la médiation – 6%

## EXTRAIT DES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DE HD (2018 ET 2019)

### Bilan

EN CHF	31.12.2019	31.12.2018
Actifs circulants	38 056 433	30 992 642
Actifs non courants	9 176 562	13 529 983
<b>ACTIFS TOTAUX</b>	<b>47 232 995</b>	<b>44 522 625</b>
Passifs à court terme	33 731 401	25 558 199
Passifs non courants	9 383 364	15 575 433
Fonds propres	100 000	100 000
Fonds de consolidation et de réserve	4 018 231	3 288 993
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS PROPRES</b>	<b>47 232 995</b>	<b>44 522 625</b>

### Compte de résultat

EN CHF	2019	2018
<b>REVENUS</b>		
Revenu total	41 238 450	37 822 672
<b>DÉPENSES</b>		
Frais de personnel	15 630 426	13 671 198
Honoraires professionnels	8 953 950	8 939 254
Voyages et transports	12 691 063	11 254 372
Frais généraux et administratifs	2 560 282	2 366 510
Amortissement	35 867	20 855
Charges financières nettes	637 625	1 062 630
Total des dépenses	40 509 212	37 314 818
<b>RÉSULTAT DE FIN D'ANNÉE</b>	<b>729 238</b>	<b>507 854</b>





[WWW.HDCENTRE.ORG](http://WWW.HDCENTRE.ORG)